

## **IB au Burkina et qui au Burundi ?**

**Par JP Mbona, septembre 2025**

Que l'on me permette de commencer par une sorte de « *disclaimer* » : j'écris essentiellement pour les jeunes ou relativement jeunes générations de mon âge ! Dans la quarantaine et en dessous. Que les plus âgés m'excusent si je ne restitue point les choses telles que je les capte ou les accumule durant mes lectures personnelles. Par exemple, en ce moment autour de nous au Burundi, ça chuchote fort dans les bistrots (non sans lorgner par-dessus l'épaule ou la table d'à côté en « zyeutant » çà et là, histoire de rester alerte à la présence des « *bumviriji - mbangamatwi* », comprenons des grosses oreilles pointues, des indices du service de renseignement circulant partout. Ça bourdonne à la sortie des églises ou dans des mosquées, au marché, mais surtout dans les salons du citoyen lambda, en catimini. Et ça dessine des scénarii : ça passe ou ça casse, mais les Burundais semblent en avoir marre ! Ils appellent de tous leurs vœux un changement. Ne serait-ce que pour leur ramener du carburant. Ce serait déjà ça de fait ! Rappelons-nous seulement : le 24 septembre 2025, le CNDD fondé par Nyangoma Léonard, connu pour son combat en tant que syndicaliste et alors Ministre de l'éphémère gouvernement démocratique de Feu Président Melchior Ndadaye aura 41 ans. Quand on voit les transformations en cours du côté de l'AES, on se surprend à se demander si le parti au pouvoir au Burundi, une sorte d'avatar du CNDD originel et de ses idéaux, a la moindre conscience de ce que serait le Burundi devenu si le virus de la division n'avait pas eu raison de sa lutte fin des années 1990 ? Non pas que Nyangoma soit comparable à IB, mais l'imagination est très fulgurante, n'est-ce pas ! Ceci fera l'objet d'un autre papier ultérieurement. Pour l'heure, focalisons-nous un instant, non pour le dédouaner de ses échecs, loin s'en faudrait, sur l'héritage du CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie) qu'il traîne comme un boulet depuis 2005 et qui continue de peser sur la gouvernance burundaise et sur la stabilité politique. Poursuivre sans transformer en profondeur ce passé pathologique et sanglant fragilise la paix sociale, la volonté ou les velléités de démocratie et donc aussi le développement du pays. Un bref regard de curieux sur le problème peut isoler des éléments factuels qui, malheureusement, ne semblent pas imposer de pistes recommandées et idoines pour en sortir. Il faut des femmes et des hommes de bonne volonté ! Peut-être un IB providentiel à l'instar du Burkina capable de casser les logiques de l'héritage toxique du passé ?

Pour camper le décor de l'héritage dont question, un panorama plus ou moins structuré des conséquences néfastes des régimes militaires et à parti unique/inique au Burundi, de l'indépendance (1962) à 1993 s'impose.

### **Assassinat de leaders modérés et affaiblissement des institutions.**

L'assassinat du prince Louis Rwagasore (1961), figure d'unité nationale, a privé le Burundi d'un leader emblématique capable de promouvoir la cohésion interethnique dès l'indépendance. Depuis lors, aucune personnalité charismatique n'est née pour réparer la cassure. Diriger le Burundi sans référence à cet aspect, c'est bâtir sur du sable mouvant. C'est ici le lieu et à la faveur de cette évocation du prince qu'il faut encenser sans retenue tous les citoyens burundais suffisamment sains d'esprit qui parviennent à ériger des mariages interethniques ! Ils pavent solidement les chemins du Burundi de demain ! Dans ce même sillage, l'instabilité politique qui a perduré entre 1962 et 1966 jusqu'au coup d'Etat abolissant une monarchie multiséculaire a entraîné le pays dans une succession rapide de gouvernements fragiles, avec des premiers ministres hutus assassinés ou écartés, ce qui affaiblit les institutions démocratiques naissantes.

Concentration du pouvoir et exclusion systématique des Hutu. Quelqu'un (anonyme) a un jour déclaré que le Burundi est peut-être un bon asile à ciel ouvert. Naturellement il est difficile de lui donner raison mais pareille déclaration renvoie à une société qui serait peut-être sous le poids inavoué et difficilement dissimulé d'un certain nombre de frustrations du passé, pouvant conduire un individu ou un groupe humain à un comportement déviant ou violent. Sans jouer aux apprentis psy, on sait que psychiatrie ou psychologie de masse s'en préoccupent. Laissons ça donc aux spécialistes tels Dollard, Miller et autres Zimbardo et cie. Plus près de chez nous, on cite parfois Feu Raphael Ntibazonkiza (RIP) qui, dans une conférence donnée à Paris en février 1994, alors qu'on venait à peine d'élire feu Cyprien Ntaryamira en remplacement du président Ndadaye assassiné quatre mois plutôt, aurait développé un concept anodin en soi, mais qui en dit long sur l'histoire dramatique du Burundi. Il s'agit de celui de « *agashavu* » ou « petite colère » qui, au demeurant, n'a de petit que le nom. Combien de Burundais de 2025 se souviennent du nombre de coups d'Etat, de brimade, des conséquences de 1961, 1966, 1968, 1972, de l'exclusion IU des années '80, des enfants hutu brillantissimes envoyés dans les EFI et autres cycles courts du secondaire pour vulgarisateurs agricoles, des élèves brillants à qui les « bonnes facultés » de l'UB furent fermées comme par la loi, des Hutu exclus des

portes de l'ISCAM, de la logique de l'octroi des bourses d'études à l'étranger, des organisations internationales et de la représentation du Burundi à l'extérieur ? Et j'en passe des pires atrocités. La liste est trop longue pour un papier comme celui-ci. Voilà les ingrédients d'« *agashavu* ». Et ça persiste. Peut-être sous d'autres formes, allez savoir.

**Coup d'État de Micombero en 1966 et l'abolition de la monarchie**, qui vit la proclamation de la première République et mise en place d'un régime à parti unique (UPRONA) contrôlé par les Tutsi. Une des lourdes hypothèques. L'on connaît l'exclusion ethnique qui fut synonyme de consolidation du pouvoir tutsi dans l'armée, la gendarmerie, l'administration et l'éducation, entraînant *ipso facto* la marginalisation systématique des Hutu. Ce n'est pas moi qui le dis, mais tous les écrits sérieux sur le Burundi, y compris l'accord d'Arusha lui-même. Aujourd'hui on pense le Burundi comme né d'un arbre hier soir, alors que cela a encore des conséquences sur nos vies de tous les jours.

**Génocide de 1972 : "Ikiza"**. La polémique sur qui a fait quoi ou commencé à attaquer qui n'y change rien. Les efforts déployés depuis Yanda, Simbananiye, le livre blanc de Micombero, etc. pas davantage. Reconnaître la répression sanglante suite à quelques insurrections hutu, par le régime de Micombero qui a organisé une répression massive et planifiée contre les Hutu, entraînant la mort de 100 000 à 300 000 personnes et l'exil de centaines de milliers d'autres, est-il vraiment tâche difficile ? Sinon *Agashavu* risque de continuer ! Les conséquences durables de cette tragédie, qualifiée de génocide, ont anéanti les élites hutu (éducation, armée, administration) et cristallisé la méfiance ethnique. Jusqu'à nos jours. Certes le temps pourra ou est en train de faciliter l'oubli ; mais la mémoire reste, celle d'une société traumatisée qui peine à se sortir de cette partie embrouillée de l'histoire récente. Les adolescents de 1972 sont des séniors aujourd'hui, tandis que les exclus ou marginalisés des années '80 sont aux affaires en ce moment. Suivez mon regard. D'où besoin d'une équipe hors de tout soupçons, des Mandela par milliers !

**Régime Bagaza (1976–1987), dictature à l'allure moderniste mais autoritaire**. Lors du coup de 1976, Jean-Baptiste Bagaza prend le pouvoir, maintient un régime tutsi, lance des réformes constitutionnelles centralisatrices, abolit la sujétion « *ubugererwa* »/« *ubugabire* » et persécute l'Église catholique, perçue comme soutenant les aspirations hutu. Ceci est-il vraiment oublié ? Rappelons-nous la répression religieuse

qui fut synonyme de nationalisation des écoles catholiques, expulsion de missionnaires étrangers, censure, arrestations — une atteinte grave à la liberté religieuse et aux structures sociales alternatives. Avons-nous tiré un trait sur les conséquences de tout ceci ? La paupérisation et la corruption ne sont pas en reste : investissements clientélistes ciblés, acculturation, forte dette et pression fiscale, derniers éléments d'instabilité économique des régimes passés ; oublié tout ça ?

Le clou vint sous **Buyoya (1987–1993) : libéralisation timide, sous tensions persistantes**. Listons seulement. Coup en 1987 quand Pierre Buyoya renverse Bagaza, libère des prisonniers politiques (ses amis) et rétablit partiellement les relations avec l'Église. Violence de 1988 (Ntega et Marangara) : de nouvelles violences ethniques se produisent, faisant jusqu'à 150 000 morts et générant des vagues de réfugiés, y compris les braves signataires de la lettre ouverte. Réformes constitutionnelles (1991) : sous pression, le major Buyoya introduit un début d'ouverture vers un gouvernement non mono ethnique et un parlement, sans toutefois briser le contrôle tutsi sur les institutions de la république.

**Transition avortée en 1993 ou espoir puis effondrement**. En 1993, Melchior Ndadaye devient premier président hutu démocratiquement élu, symbole d'un tournant vers un pouvoir inclusif. C'était sans compter avec les dévots de l'idéologie exclusiviste d'un clan, je n'ose dire « tutsi » car il y eut des Tutsi marginalisés, voire fauchés sur les logiques du clanisme et du clientélisme. Survenu lors d'un putsch militaire le 21 octobre 1993, l'assassinat de Ndadaye déclenche une vague de violence ethnique à grande échelle, marquant le début de ce qui deviendra une guerre civile pour une décennie (1993–2005). Cette guerre fit des centaines de milliers de morts et provoqua une crise humanitaire majeure sans précédent. Les conséquences sont on ne peut plus actuelles puisque le mouvement de libération qu'elle a généré (d'autres parlent de rébellion) a fini par arriver au pouvoir et gère aujourd'hui le pays sous le poids des logiques qui l'ont conduit au maquis, n'en déplaie aux déferents rounds de négociations qui, visiblement, ont arrêté le mal, mais laissé intacts les causes.

En clair, les régimes militaires à parti unique du Burundi (1966–1993) ont laissé un lourd héritage qu'on peut capter sommairement sous quelques traits, non exhaustifs : destruction de toute vie politique pluraliste, violences ethniques périodiques, spécialement le génocide de 1972, répression systématique des droits civiques et religieux, y compris de la part du clergé, appauvrissement profond et corruption, aggravés par des politiques clientélistes et répressives, guerre civile destructrice post-1993,

avec ses souffrances et sa destruction des structures sociales pour des générations. Ces décennies ont profondément marqué le Burundi, minant durablement la confiance entre communautés ou « composantes » du tissu social, fragilisant l'État et retardant toute consolidation de la paix et du développement.

**Qui guérira le Burundi ? Le CNDD-FDD métamorphosé ou un IB à la burundaise ?** La consolidation d'un régime autoritaire qui vient d'être consacré par les récentes élections et pratiques répressives ne sont-elles pas un malheureux héritage du passé ? Comme nul ne l'ignore, le CNDD-FDD, né d'un mouvement dit rebelle (1994) ou de libération, c'est selon, devenu parti dominant en 2005, a hérité d'un État marqué par l'absence de tradition démocratique, faible transparence et des institutions fragiles... Un régime militaire de parti unique et inique qui a fait la pluie et le beau temps, des centaines de milliers de morts y compris un génocide, tout en hypothéquant l'avenir du pays. Dès son accession au pouvoir, les élites d'anciens commandants militaires — les « *Bene umugambwe* » — ont consolidé le contrôle via la force, réduisant les espaces de débat au sein même du parti. Exactement comme jadis on naissait pionnier, devenait JRR ou JNR adolescent et UTB ou membre automatique de l'UPRONA une fois adulte. Interdit d'avoir une opinion personnelle, encore moins l'exprimer en public si l'on tient à ce que la tête reste sur les épaules.

**L'autre caractéristique de l'héritage du passé est la répression persistante et les pratiques coercitives.** Depuis la crise électorale de 2015, le parti maintient son emprise par l'intimidation, l'usage extrajudiciaire de la force et le harcèlement des opposants, souvent orchestrés via la jeunesse armée *Imbonerakure*. Ceux des plus âgés se remémoreront les années post génocide de 1972/73, ainsi que les années Bagaza de la décennie '80. Aucune différence. Les lois liberticides (sur les associations, la presse, les manifestations) restreignent gravement les libertés civiles : médias muselés (toutes les radios privées qui créaient de l'air dans une atmosphère viciée ont fermé), la société civile entravée, des opposants arrêtés ou contraints à l'exil : les rapports de ACAT - BURUNDI, *Freedom House*, Amnesty International sont légion. Mentionnons dans cette liste malencontreuse l'impunité et la corruption institutionnalisée. Juges et procureurs sont soumis à des pressions politiques : l'indépendance de la justice est compromise, réclamant souvent des pots-de-vin ou pliant aux décisions du pouvoir. Les structures du parti s'immiscent dans l'administration, le système judiciaire et le marché public, renforçant un réseau clientéliste et opaque qui fait main basse sur

les maigres recettes qui rentreraient dans le trésor public. Comme on le sait, est patent l'échec des mécanismes de réconciliation telle la Commission Vérité et Réconciliation (CVR), créée en 2014 et qui a recensé plus de 4 000 fosses communes et plus de 142 000 victimes, alors que son impartialité et son impact restent discutés. Mais ici, il faudrait préciser « discuté » par qui ?

**Que s'est-il passé depuis 2020 ?** Tout compte fait, l'on se rend compte que l'évolution sous Ndayishimiye ne constitue qu'une faible rupture. Malgré l'arrivée d'Évariste Ndayishimiye à la présidence en 2020, les pratiques répressives du CNDD-FDD ont peu évolué par rapport à ce qu'elles furent sous Nkurunziza : maintien du contrôle, persistance de l'intimidation, refus de coopération avec les mécanismes internationaux, clientélisme, affairisme y compris par la famille du président, maintien des opposants à l'extérieur, etc.

Aujourd'hui, l'on est tous occupé à cogiter et les cercles de Gitega, Bujumbura et ailleurs vous dessinent des scénarii, des plus invraisemblables aux plus réalistes, en passant par le désir de voir émerger un homme fort à la trempe de IB du Burkina Faso. Et tout le monde le souhaite doux et non sanglant, ce miracle. On vous dessine des clivages entre généraux autour du SG du parti, de l'ex premier ministre entré récemment au sénat, sorte d'antichambre pour autre chose à l'horizon... 2027 ! On vous rabâche d'autres scénarii soutenus par un certain M. X ex-président du parti, etc. Vers la transformation : pistes concrètes pour desserrer l'héritage autoritaire. Bref on y perd son... kirundi, mais on espère. Un changement. Radical. A la lumière de ce qui se fait de mieux dans le pays de l'homme intègre Ibrahima Traore. Mais quand et comment ? Mystère boule de gomme !

En tout état de cause, l'on espère que l'homme (ou la femme, c'est peu probable !) amènerait une équipe forte pour (1) démilitariser la vie politique. Il faut absolument assurer un désarmement de l'aile armée ou paramilitaire du parti (ceux-qui-voient-de-loin) et la séparation claire entre parti et institutions sécuritaires. Une équipe pour (2) réformer la justice et restaurer l'État de droit. Garantir l'indépendance de la magistrature, mettre fin aux pressions politiques sur procureurs et juges et instaurer des garanties contre la détention arbitraire ; cela serait une avancée majeure. Une équipe pour (3) garantir les libertés fondamentales et les espaces citoyens. Réformer les lois liberticides, faciliter le fonctionnement des ONG et autres OSC, des médias, et permettre aux partis d'opposition d'organiser leurs activités en toute sécurité. Ça c'est la

méthode douce qu'adopterait le messie IB burundais tant attendu. On verra plus loin que ceci peut ne pas être une priorité. Une équipe pour garantir (4) une véritable justice transitionnelle pour les victimes des pogromes du passé, ceci était prévu dans l'accord d'Arusha, fut tenté, mais les résultats sont mitigés. Consolider la CVR avec encadrement international, enquêtes crédibles, réparations pour les victimes, et récompenses pour les acteurs de paix ; cela sera ou le Burundi ne sera jamais stable en tant que société humaine. Une équipe pour (5) assurer une vraie lutte contre la corruption systémique. Renforcer les organes de contrôle indépendants, transparence budgétaire, poursuites contre les élites corrompues, y compris et surtout au sein du parti au pouvoir. Une équipe aussi pour (6) garantir une gouvernance inclusive et représentative : encourager davantage la participation politique des minorités (Twa, femmes, jeunes, exclus géographiques), mais tout en éliminant les quotas constitutionnels qui sont aussi un lourd legs du passé, un piège issu d'Arusha. Ceux qui s'en réclament sont ceux-là mêmes que le passé avait privilégiés et qui ont mal à leur capacité de vivre en démocratie un homme une voix. Il convient de laisser le Burundi évoluer naturellement !

**Scénario à la IB.** On pense au Ghana de Jerry Rawlings, au Burkina de Thomas Sankara et son dauphin IB, pour ne citer que ces deux exceptions. Bien également aux généraux des deux autres pays de l'AES. Mais quand on a foi dans un Etat de droit, dans la liberté et l'égalité protection des citoyens, ça ne passe pas ! Même si certains coups ont été suivis de réformes ou d'élections (plus fréquentes depuis la fin de la Guerre froide), les coups de force militaires restent fondamentalement antinomiques à l'Etat de droit démocratique. Les justifications annoncées sont fréquemment utilisées pour masquer des intérêts moins nobles et plus sibyllins. Personne apparemment ne souhaite plus de changements par un coup de force. Ni au Burundi ni ailleurs. Un coup d'Etat militaire à l'image de celui du capitaine Ibrahim Traoré au Burkina Faso présente des avantages et des inconvénients significatifs pour le Burundi. Bien que ce modèle puisse sembler attractif en raison de son apparente ou réelle efficacité, il comporte des risques notables, singulièrement en raison du contexte politique et social particulier du Burundi. Et justement c'est le contexte qui fait une sacrée différence.

D'aucuns, parmi les chuchotements ou murmures évoqués plus haut pensent qu'un coup d'Etat militaire à la burkinabè constituerait une réponse rapide aux défis sécuritaires. Il est bien vrai que sous la direction de Traoré, le Burkina Faso a intensifié l'utilisation de drones turcs et

d'avions russes pour lutter contre les groupes djihadistes dont on sait qu'ils les arment ; renforçant ainsi ses capacités militaires. Pareil homme miraculeux pourrait-il éradiquer la menace sur les frontières du pays, surtout ouest et nord et cadrer sinon discipliner les milices du parti au pouvoir et les réformer à une vie civile normale et non armée ?

Un sujet qui pourrait réunir le consensus, surtout chez l'élite politique et intellectuelle (s'il y en a encore une), serait le rejet de l'influence occidentale. Le capitaine Traoré a rompu les liens militaires avec la France et s'est rapproché de la Russie, ce qui a renforcé son image de leader souverainiste et panafricain. Ceci est une nécessité non seulement pour le Burundi, mais aussi pour le continent africain tout entier. De même, qui de nos généraux, formés ou de forme, aurait le soutien populaire et la mobilisation de même nom à la burkinabè ? IB a bénéficié et bénéficie toujours (ce qui a eu l'avantage de déjouer les nombreuses tentatives de renversement dont il a été l'objet), d'un large soutien populaire, notamment parmi les jeunes, grâce à ses politiques de réforme agraire et de nationalisme économique. Ceci pourrait-il marcher de la part d'une jeunesse burundaise subissant de plein fouet un chômage massif et de surcroît divisée par la politisation du parti au pouvoir, jusque dans les écoles primaires ?

Laissons de côté mais gardons à l'esprit l'instabilité sécuritaire accrue qui pourrait résulter de la détérioration significative de la situation sécuritaire si jamais le coup n'était pas conduit de main de maître. Pas davantage de la possible répression des libertés démocratiques, des libertés individuelles et collectives qui seraient restreintes au moins pour un temps, à moins que ce soit le prix à payer, pourvu qu'il n'y ait pas de sang versé. Comme le Burundi n'est pas le Burkina, il faudrait aussi s'assurer de la cohésion militaire dont on sait qu'elle est déjà plus que fragile. En effet, l'armée burundaise, bien que désormais multiethnique (depuis la fin de la guerre et l'intégration des « rebelles »), a été fragilisée par des purges à relents ethniques, menaçant son professionnalisme et sa neutralité. Je n'évoquerai même pas l'histoire des coups d'État, dont le Burundi est profondément marqué, le plus récent et connu et avorté étant celui de 2015 qui a entraîné une répression sévère et des tensions ethniques persistantes, et des dizaines ou centaines d'exilés, avec un risque non imaginé mais bien réel de polarisation ethnique exacerbée. Toute action militaire pourrait raviver les tensions ethniques entre Hutus et Tutsis, compromettant la stabilité du pays. Tous ces aspects tendent à prouver que bien que le modèle de gouvernance militaire du capitaine Ibrahim Traoré présente certains avantages voire des avantages certains

et indéniables en termes de réactivité et de souveraineté, sa copie conforme au Burundi devrait faire l'objet d'une pensée stratégique approfondie. Voire éviter ! Car il comporte également des risques importants non négligeables. Il est donc essentiel d'explorer des alternatives pacifiques et inclusives pour répondre aux défis actuels du Burundi. Le parti au pouvoir pourrait se réformer rapidement et s'ouvrir au reste du Burundi, des forces vives désireuses d'apporter leur pierre à l'édification d'un Burundi refondé. Ça urge !